



SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES Seine et Marne

Cité Administrative – local syndical
20, quai Hippolyte Rossignol – 77000 MELUN
Tél : 06 14 26 81 75

Mail : solidairefinancespubliques.ddfip77@dgfip.finances.gouv.fr

DECLARATION LIMINAIRE DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS DE SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES ELUS EN CTL

CTL du 8 avril 2019

Monsieur le Président,

C'est dans un contexte de forte mobilisation sociale depuis des semaines, à la DGFIP et plus largement au sein de la société française que nous avons décidé de boycotter la première convocation de ce CTL qui devait se tenir le 26 mars.

Les revendications portent sur la justice sociale et fiscale, sur le droit au travail et à vivre dignement, sur l'égalité d'accès et de traitement, la lutte contre la fraude fiscale et contre les inégalités et sur la défense des services publics.

Solidaire Finances Publiques 77 tient tout d'abord à apporter son soutien aux 40 collègues de Haute-Garonne ainsi qu'aux secrétaires des organisations syndicales (**Solidaire, CGT, FO et CFTD**) qui viennent d'être assignés en référé au Tribunal Administratif de Toulouse mercredi 3 avril.

Aussi Solidaire Finances Publiques 77 apporte également tout son soutien à l'ensemble des agent-es de Haute-Garonne entrés dans l'action depuis maintenant 10 semaines, ainsi qu'à l'ensemble des agent-es de la DGFIP qui se battent pour sauvegarder leur administration au cœur du fonctionnement des services publics. En effet, le 1^{er} avril 2019, le DRFiP de Haute-Garonne a assigné par voie d'huissier nos collègues sur leur lieu de travail ou à leur domicile devant famille et voisin-es ! Un procédé scandaleux, reflet de l'incapacité de nos dirigeants à dialoguer avec les personnels ou leurs représentant-es ! Un procédé outrancier, reflet du réel mépris de l'inquiétude des agent-es, de leur volonté de combattre pour leur avenir ! Nous, **Solidaire Finances Publiques 77**, dénonçons cette action lâche et méprisante...

Et le service public , parlons en !

Vous êtes en train de participer à la mise en place de ce que Bercy appelle « la géographie revisitée ».

Cette « géographie revisitée », c'est le démantèlement du réseau et l'industrialisation des tâches, l'externalisation et l'abandon de missions, la mobilité forcée, le détachement d'office chez les ordonnateurs, la remise en cause des droits et garanties des agent-es sur fond de « quantum » pluriannuel de milliers de suppressions d'emplois.

Et pour ce faire, Bercy a besoin de vous, car ce sont vos propositions de liquidation qui seront prises en compte par la Direction Générale pour parfaire son programme de démantèlement.

N'oublions pas ici, et c'est marqué en toute lettre dans la feuille de route, qu'il s'agit aussi pour notre Administration d'enfumer les élu-es, en leur vantant davantage de points de contacts alors qu'il s'agit d'un resserrement du réseau.

Quelle sincérité ! Quelle loyauté vis-à-vis des élu-es locaux-ales !

Suite à la mobilisation du 14 mars 2019, et au rassemblement Ile-de-France devant Bercy, une délégation de l'intersyndicale a été reçue par l'adjointe au délégué IDF du Directeur Général ainsi que le DRFiP 75. Quelle ne fut pas notre surprise lorsqu'à la sortie de cette audience nous apprenions que l'ensemble des DDFIP d'Ile-de-France avait remis leur avant-projet partiel à la délégation depuis le 11 mars !

Nous en concluons que vous, Monsieur le Président et DDFIP de Seine-et-Marne, avait également rendu votre copie sans même en avoir informé les agent·es et les organisations syndicales alors que vous avez entre vos mains l'avenir des agent·es, des situations de famille vont dépendre de vos choix, l'avenir de la structuration de la DDFIP 77 dépendra de ce que vous avez indiqué dans cet avant-projet. Certaines Directions locales ont ainsi déjà communiqué en C.T.L. leurs projets aux représentants des personnels, pour l'instant, le flou le plus total est soigneusement entretenu même si on peut faire certaines projections au regard de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute-Vienne, de la Vendée, du Cher et du Vaucluse

Aussi, nous attendons ici que vous nous communiquiez le projet que vous avez préparé et adressé à la Direction Générale. Si des DDFiP ont pu le faire, votre « loyauté » vous empêche-t-elle, Monsieur le Directeur, de le faire à votre tour pour la DDFiP 77 ?

Nous espérons que vos propositions iront dans le sens de la défense du service public de proximité.

Mais rien n'est rassurant au regard de l'annonce faite sur Ulysse 77 le 1^{er} avril 2019, concernant la convention passée entre la DDFIP 77 et la Communauté de Communes Plaines et Monts où les Maisons de Service Aux Publics prendront le relais de multiples taches qui nous étaient dédiées.

Cela laisse-t-il présager d'une restriction de notre réseau en Seine-et-Marne ?

Allons-nous nous orienter comme le disait votre prédécesseur, M Dahan, vers 1 SIP, 1 SIE et une petite poignée de trésoreries sur le département ?

Si l'on reprend vos mots lors des vœux aux agent·es pour l'année 2019 :

« Après une année 2018 au cours de laquelle vous avez une nouvelle fois montré votre capacité d'innovation et d'adaptation, notre horizon professionnel sera une fois de plus celui du changement : changement d'organisation sans doute, changement de méthodes sûrement, changement de braquet à l'évidence. »

Pour ce coup nous ne pouvons que reconnaître vos qualités de visionnaire, mais ces mots laissaient-ils entrevoir un avenir de destruction à grande vitesse du réseau, un éloignement du service public de proximité au détriment d'un service public low cost comme la convention citée précédemment ?

Vouloir multiplié les contacts entre les citoyen·nes et la matière fiscale ne se fait pas en proposant de tels services qui ne sont ni plus ni moins qu'un accompagnement à la dématérialisation. Mais il s'agit plutôt de proposer un accompagnement humain de proximité en rapport avec la complexité de la matière fiscale et non en éloignant ce côté humain de notre administration pour en créer des méga-services industrialisés.

Nous ne cessons de le dire et de l'écrire, et nous ne cesserons de le dire et de l'écrire : la situation est grave et nous sommes toutes et tous en danger !

Aujourd'hui, l'objectif des pouvoirs publics est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés, abattre notre statut, détruire le service public, mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.

Nous venons d'apprendre que le gouvernement a décidé que le projet de réforme « fonction publique » sera examinée en procédure accélérée.

L'Assemblée nationale et le Sénat n'examineront donc qu'une fois ce projet majeur. La loi serait applicable dès le 1^{er} janvier 2020.

La brutalité du gouvernement, sur le fond comme sur la méthode, est insupportable, était-ce aussi ça le « changement de braquet » ? Elle en dit long sur sa conception de la démocratie sociale (aucune proposition des organisations syndicales n'a été retenue pendant la phase de « pseudo-concertation ») mais également sur la réalité de son projet. Le gouvernement sait parfaitement que ce dernier est contesté.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, il n'y a rien à négocier ou accompagner dans ce sabordage : nous exigeons le retrait du plan Macron – Darmanin – Parent !

Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques 77 réaffirment ses revendications :

- Revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 € bruts par mois, via l'I.M.T. et leur intégration dans le traitement ;
- Attribution à tous de la prime exceptionnelle de 200 € ;
- Augmentation de la valeur du point d'indice ;
- Opération massive de repyramidage des emplois accompagnée d'une nette amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et d'un large plan de promotions de C en B et de B en A ;
- Ouverture d'une véritable négociation sur l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et de nos règles de gestion ;
- Arrêt des suppressions d'emplois, de toutes les restructurations y compris la « géographie revisitée » du Directeur Général et mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.

Concernant l'ordre du jour,

Dans ce contexte « d'alerte générale », il y avait lieu de s'interroger sur l'opportunité de faire un bilan du budget 2018, d'une Formation Professionnelle 2018 qui ne préparent pas aux changements que nous allons subir dans les années à venir.

Nous vous rappelons une partie de nos revendications à savoir :

- une formation permettant de s'adapter dans les meilleures conditions aux changements de postes, aux réformes et qui prend en compte les besoins exprimés.
De plus, Solidaires Finances Publiques 77 réaffirme son opposition à la e-formation qui est de plus en plus proposée comme unique formation dans certains domaines.
- un budget qui permet de faire face à l'ensemble des dépenses et destiné à améliorer les conditions matérielles de travail ainsi que la qualité de vie des agent·es et une action sociale de proximité et de qualité pour tous.
La Dotation Globale de Fonctionnement est en baisse constante depuis 2013 (2 millions de baisse en 5 ans), l'année 2018 n'étant pas une année à réellement prendre en compte, car la DGF comprenait les travaux pour la création du SIA.
Solidaires Finances Publiques 77 dénonce cette baisse, car elle se fait au détriment du service public.

Alors M. le Directeur, si nous sommes présents aujourd'hui c'est pour que vous nous apportiez des réponses claires et précises sur notre devenir car effectivement nous sommes en train de vivre un véritable « changement de braquet ».

Un « changement de braquet » fait dans la vitesse et la précipitation entraînant moins de fonctionnaires, moins de services publics, moins de DGFIP donc plus d'inégalités sociales et d'inégalités fiscales.